

Le Courriel d'information

n°261 – Vendredi 31 Août 2001.

FAUX ARGUMENTS ET VRAIS SILENCES

Dans ce numéro

Dérobade, ambiguïtés et grands silences de Lionel Jospin.

Par ATTAC France

Dans les domaines d'intervention d'Attac, les déclarations de Lionel Jospin non seulement n'apportent aucune réponse aux questions soulevées par l'association, mais constituent une tentative, qui se veut habile, de prétendre y répondre. Ce n'est pas avec des subterfuges de ce genre que le premier ministre convaincra l'opinion de la sincérité de sa " sensibilité proche de la préoccupation " des opposants à la mondialisation libérale dont il a fait état dans son entretien télévisé.

1.- Taxe Tobin : la dérobade

Tout en voulant donner l'impression qu'il est favorable à la taxe Tobin, Lionel Jospin programme son enterrement. La question qui lui est posée par la proposition de la présidence belge de l'UE, lors du Conseil Ecofin de Liège des 22 et 23 septembre, est la mise en place de la taxe en Europe. Le premier ministre ne dit rien sur ce sujet, mais, à la place, il suggère que l'UE " prenne une initiative en direction des instances internationales ", c'est-à-dire qu'elle botte en touche en direction du Fonds monétaire international (FMI).

Cette position n'a rien de nouveau puisqu'elle avait déjà été avancée par Laurent Fabius lors de son entretien avec Attac en juillet 2000. Or ni le ministre de l'économie et des finances ni le chef du gouvernement ne peuvent ignorer que les Etats-Unis, farouches opposants à la taxe, détiennent la minorité de blocage au sein de cette institution.

Attac rappelle que l'UE, qui pèse d'un poids équivalent à celui des Etats-Unis, a les moyens de mettre en place une zone Tobin en Europe, en attendant mieux. Nous renouvelons donc



notre exigence d'une prise de position ferme en ce sens du gouvernement français à Liège.

2.- OGM : les ambiguïtés

Lionel Jospin a condamné les actions de la Confédération paysanne, auxquelles participe Attac, contre les expérimentations des OGM en plein champ. S'il s'est déclaré favorable à un débat sur ce sujet, il a réaffirmé son soutien à ce type d'expérimentation malgré les dangers qu'elle recèle. Attac réaffirme sa demande de moratoire sur les expérimentations en plein champ avant qu'un débat public rigoureux ait fait la lumière sur tous les problèmes posés. Le gouvernement doit appliquer ici le principe de précaution et refuser les diktats des multinationales pour lesquelles la santé humaine et la protection de l'environnement sont les cadets des soucis.

3.- Régulation internationale : les grands silences

Si Lionel Jospin indique être favorable à une "régulation internationale", il passe sous silence une échéance majeure en la matière : la conférence ministérielle de l'OMC convoquée au Qatar en novembre. Il aurait été pourtant intéressant de connaître la position du gouvernement français sur le mandat donné au commissaire européen Pascal Lamy qui négociera au nom de l'UE.

La Commission entend donner un coup d'accélérateur à la libéralisation du commerce mondial et relancer au Qatar le cycle de négociations qui avait capoté à Seattle. Avant toute nouvelle initiative, Attac réaffirme l'exigence d'un bilan, établi de manière publique et contradictoire, des six années de libéralisation des échanges commerciaux depuis la naissance de l'OMC. Le fait que ce bilan soit obstinément refusé est, à cet égard significatif.

En fin de compte, le premier ministre est muet sur le contenu de cette régulation internationale pour laquelle il prétend " s'être battu " dans les instances internationales. On aimerait connaître les moments, les lieux et les thèmes de cette " bataille ".

Pour Attac, il s'agit de lutter contre la toute puissance des marchés financiers, de fixer des limites aux droits liés à la propriété du capital et, pour reprendre le titre de son université d'été qui vient de s'achever : contre l'emprise de la finance, promouvoir une économie à finalité humaine.

ATTAC France attacfr@attac.org
Paris, le 29 août 2001

Taxe Tobin: une autre voie est possible

Par Marco Di Gregorio

Polémique avec M. Sarcinelli

Dans un article du SOLE 24 ORE du 15 juillet, Mario Sarcinelli, ancien vice-gouverneur de la Banque d'Italie, s'attaque à l'hypothèse d'une adoption de la taxe Tobin. Sarcinelli soutient que cette taxe ne peut constituer un instrument efficace de politique économique et que, par conséquent, elle ne peut servir aux états à mieux défendre leur propre monnaie. Il ajoute qu'elle pourrait constituer une source de revenus, mais que son adoption serait complexe et d'une efficacité improbable, étant donné l'instabilité de la base imposable. Dans son analyse, Sarcinelli choisit de ne pas inclure la question de savoir si la spéculation financière est utile au système économique. C'est pourtant une question importante afin de pouvoir déterminer dans quelle mesure l'adoption d'une telle taxe pourrait avantager ou desservir le système économique de chaque état et le système des échanges. Il est difficile de prétendre que la spéculation est un instrument utile aux citoyens, aux firmes ou à l'économie d'un pays. La spéculation (pour ce qui est de la taxe Tobin, toutes les transactions d'une "durée" inférieure à 30 jours entreraient dans cette catégorie) ne produit pas de richesse mais elle la déplace. Et elle la déplace exclusivement en direction de ceux qui peuvent effectuer cette opération de façon professionnelle, c'est-à-dire les établissements financiers. Le système de production n'a certainement aucun besoin de la spéculation; en outre, de par son imprévisibilité, celle-ci risque de nuire à des projets complexes. La spéculation peut provoquer la faillite d'une firme aussi bien que mettre un état en crise. Dans le premier cas, les effets concernent des milliers de personnes; dans le second, des centaines de millions. Et s'il est vrai, comme le dit Sarcinelli, que les spéculateurs agissent sur la base de données économiques, il est également certain que les effets de leurs activités peuvent prévaloir largement sur la réalité économique quelle qu'elle soit; à moins que l'on refuse de croire que l'économie d'un état puisse en une semaine perdre 90% de sa valeur.

Venons-en aux objections à la mise en place de la taxe Tobin. Pour Sarcinelli, celle-ci ne pourrait

être un instrument de politique économique dans la mesure où le taux de taxation (qu'il soit de 0,1 ou de 0,25 %) se révèlerait insuffisant pour effrayer les spéculateurs et permettre aux états un contrôle important de leur propre monnaie. Je n'ai pas sous la main de statistiques sur les marges avec lesquelles opèrent les boursiers; mais ces marges sont presque toujours de l'ordre des centièmes ou des dixièmes de point, donc d'une échelle telle qu'elles pourront être affectées par une "pénalisation" même d'un dixième de point. Il est intéressant de s'arrêter un instant sur les objections à la taxe comme source de revenus. La première de celles-ci se rapporte à la possible migration vers des lieux fiscaux plus hospitaliers. Ceci s'applique à toutes les politiques fiscales et aux paradis relatifs. Ceux qui veulent et peuvent recourir à cette évasion "légalisée" le font déjà. Car, si un impôt de 12,5% sur les plus-values n'a pas tué le marché italien des valeurs mobilières, ce ne sera pas une taxe de 0,1 ou de 0,25% qui le fera. Le même Sarcinelli soutient que "aucun spéculateur qui attend des gains élevés avec un bas niveau de probabilité ne se laissera impressionner même par un taux de 0,25%". Les difficultés techniques sont dérisoires au vu de l'évolution des techniques informatiques qui permettent facilement d'attacher une sorte de "bague électronique" d'une durée de 30 jours sur les transactions qui se font uniquement par voie télématique.

Une autre objection est d'une compréhension difficile : l'informatisation, déclare Sarcinelli qui cite la Bri (Banque des règlements internationaux), serait déjà à l'origine d'une "chute du nombre des transactions", causant peut-être "une réduction des liquidités et une augmentation de la volatilité". Se pourrait-il que les nouveaux systèmes de contrôle rendent plus difficile le "blanchiment" de l'argent de l'économie souterraine par l'intermédiaire des marchés? Sarcinelli met en doute la capacité des états à se mettre d'accord sur l'adoption de la taxe. Il a raison sur ce point. Mais, comme il le reconnaît lui-même, la taxe Tobin est peut-être la première taxe qui non seulement n'est pas imposée mais réclamée, et ce, par des centaines de milliers de personnes. Son adoption aurait des conséquences non seulement économiques mais politiques. Pensez-y! Tant de simples citoyens réussissant à obtenir un changement fondamental dans la façon dont l'argent est utilisé et échangé! Rien de plus révolutionnaire ne me vient à l'esprit.

Mais ce qui surtout nous met en désaccord, c'est la conclusion à laquelle parvient Sarcinelli. Parce qu'on ne sait pas sur quelles sommes la taxe viendra à influer il n'est pas possible d'en calculer les résultats. Et alors? Il ne s'agît pas d'alimenter un budget de dépenses déjã définies, mais de rendre disponibles des ressources que ni les états, ni les firmes n'ont réussi jusqu'ici à trouver. Sarcinelli rappelle qu'une taxation de 0,1% sur les opérations de change produirait, à elle seule, une rentrée de 815.040 milliards de lires en un an (soit environ 1.600 milliards d'euros). Imaginons que seuls l'Europe et le Japon adhèrent et que, en raison de la taxe, les transactions en viennent à se trouver divisées par deux, il resterait plus de 200.000 milliards de lires (soit environ 388 milliards d'euros), plus que ce que les pays riches envoient chaque année aux pays pauvres, 100 fois le budget annuel de l'Onu. Sarcinelli a-t-il une meilleure idée?

Marco Di Gregorio, entrepreneur et adhérent d'Attac Italia. http://attac.it
Traduction : Michel Thelia, traducteur bénévole coorditrad@attac.org

Gare à l'anarchiste d'état

Par Dario FO, Franca Rame et Jacopo Fo

En 1972, nous avions mis en scène "Poum, poum! Qui est là? La police...!", un spectacle qui racontait comment les services secrets étaient derrière tous les attentats de ces annéeslà. Dans le texte de présentation du spectacle, nous avions inséré, en guise de prologue, une enquête qui faisait ressortir les résultats d'une investigation judiciaire et les contreexpertises du Mouvement.

On y relate les premiers attentats de l'époque, les bombes au domicile du Préfet de Padoue, Bonanno, contre deux sièges du Mouvement social, le Palais de justice et le bureau du Recteur de l'Université, Opocher.

Ces bombes furent attribuées au Mouvement Etudiant, et puis, tout à coup, commencèrent à circuler les noms de terroristes de droite: Freda, Ventura et Fachini. On raconte que Juliano, un commissaire qui avait osé suivre la "piste noire" avait fini par être accusé de fournir des armes et des explosifs aux terroristes. On y a parlé du policier Salvatore Ippolito et du fasciste Mario Merlino, tous deux infiltrés dans le groupe anarchiste du "22 mars", fréquenté par Pietro Valpreda. Le même Valpreda sera ensuite accusé de l'attentat du 12 décembre 69 contre



la Banca dell'Agricoltura qui coûta la vie à seize personnes.

Nous savons aujourd'hui avec certitude que nous étions alors dans le vrai. Des tonnes d'archives ont été peu à peu exhumées des caves du pouvoir. Elles témoignent de l'histoire d'une provocation permanente et criminelle qui a coûté des centaines de vies humaines. Elles révèlent d'incroyables histoires d'avions militaires qui transportent les terroristes chargés de placer des "bombes anarchistes" et de carabiniers qui trinquent à la séquestration et au viol de Franca: une impeccable opération militaire.

Or, ce que nous découvrons dans la presse de ces derniers jours est l'invraisemblable répétition de ce qui s'est passé alors. Comme si rien n'avait eu lieu, on nous reparle de bombes anarchistes. Et Bruno Vespa multiplie en direct les orgasmes (NDLR: médiatiques) en rapportant les dizaines de fausses alertes à la bombe, d'un bout à l'autre de l'Italie. Et la "banane" (NDLR: sac porté sur le ventre) qu'un immigré a égaré dans la rue prend l'ampleur d'un drame médiatique lourd de sens.

Mais des bombes ont vraiment existé et c'est par pur hasard qu'elles n'ont encore tué personne, un agent a failli y laisser un œil. Et une fois de plus, nous sommes les spectateurs d'un théâtre qui nous sidère. Face à l'expansion d'un mouvement de contestation mondiale foncièrement pacifique, le pouvoir s'évertue à répondre en l'entraînant dans le jeu de la violence.

Voici donc les bombes, voici que l'on cherche un alibi pour cogner et procéder à des arrestations, en espérant que quelques jeunes acceptent l'affrontement armé. Et pour bien s'assurer de ce passage à l'acte, soyez certains que de nouveaux infiltrés travaillent déjà à cette entreprise. Au moment où nous rédigeons ce texte, nous ne savons pas encore ce qui se passera à Gênes dans les trois prochains jours. Espérons que rien de fâcheux n'arrive, mais ce sera difficile.

Il y a même lieu de se demander si c'est la sagesse qui a dicté le choix du siège de Gênes, de préférence à bon nombre d'avis qui proposent un rassemblement parallèle, comme cela s'est passé à Porto Alegre, lors du sommet de Davos.

Pour notre part, nous avons tenté jusqu'au dernier moment de convaincre les représentants du mouvement de manifester ailleurs.

Imaginez le ridicule des puissances abandonnées à leur solitude, dans leur cité blindée; il arrive que le repli exige plus de courage que l'assaut frontal.

Cependant, nous croyons qu'aujourd'hui le mouvement acquiert un surcroît de maturité: à Porto Alegre, les milliers de groupes qui se sont rencontrés ne se cantonnent pas dans les réunions et les défilés, ils élaborent des alternatives.

Aujourd'hui, le Mouvement est capable de faire chuter les ventes de Nike et les actions de Monsanto. Il importe des tonnes de café produit par des coopératives en Amérique Latine, des sacs d'Afrique, de la vaisselle d'Inde; le Mouvement subventionne vingt millions de femmes pauvres pour leur faciliter l'accès à des activités et dispense via Internet des cours de formation professionnelle en 300 dialectes. Des écovillages africains font obstacle à la désertification en utilisant des techniques datant du néolithique. Le Mouvement des "microjardins" permet à des millions de gens de se nourrir dans les favelas, grâce à l'enseignement des techniques agricoles des Mayas. Ils obtiennent des récoltes inouïes sur quelques mètres carrés de terre, grâce à des plantations qui associent l'ail en protection du maïs, le maïs dont les racines profondes favorisent les courges qui absorbent à leur tour l'énergie produite par les haricots.

Aujourd'hui, des millions de personnes ont l'intelligence et la passion de vivre autrement, en marge du gaspillage et de la folie de ce système économique.

Avec la stratégie de la tension, ils n'ont pas réussi à stopper le mouvement des années 70, ils n'y parviendront pas non plus aujourd'hui. Il faut toutefois signaler qu'ils nous ont fait perdre beaucoup de temps et bon nombre de camarades qui ont péri ou réagi par la violence à la brutalité criminelle du pouvoir. Nombreux sont ceux qui ont été assassinés dans ce carnage irréfléchi et inutile.

L'épopée des barricades exerce une fascination énorme et purificatrice. Elle procure des émotions radieuses, elle inspire des envolées de bannières, des hymnes et des rêves de femmes très belles qui caressent les blessures des héros. Mais parfois, si tu veux combattre le désespoir

et la faim dans le monde, piocher la terre est l'unique possibilité qui te reste. Et après l'avoir piochée, tu dois la fertiliser et te salir les mains de merde. Et quand tu pues le fumier, il n'est pas facile de prêter l'oreille à des hymnes de gloire. Mais par la suite, quand les plantes croissent, tu peux manger, et même boire, si tu as eu la présence d'esprit de planter aussi de la vigne.

Dario FO, Franca Rame et Jacopo Fo
Texte traduit de l'italien Jean Duflot
19 juillet.

Non, la mondialisation n'est pas « heureuse »

Par Bernard Cassen

A lire la tribune que vient de publier le président d'AM Conseil (Le Monde du 17 août), on pourrait retirer l'impression, s'il ne prend pas ombrage de cette alliance de mots, que la « patrie libérale » est véritablement en danger. Aussi, après avoir nommément désigné les coupables d'intelligence avec l'ennemi « antimondialiste » - Jacques Chirac, Lionel Jospin, François Hollande, Bernard-Henry Lévy – notre chevalier blanc se porte en solitaire sur une ligne de front désertée par ces généraux pusillanimes. Armé de quoi ? D'un argumentaire en sept points dont l'un des objectifs est de justifier rétrospectivement une formule, la « mondialisation heureuse », qui avait fait s'esclaffer en son temps (1997), mais qui ne fait plus du tout rire aujourd'hui.

Si, au lieu de seulement prodiguer des « conseils », Alain Minc acceptait d'en recevoir, on pourrait lui suggérer un effort de documentation plus rigoureux, et surtout une lecture attentive de ce qui, pour lui, devrait être une référence privilégiée : la presse financière anglo-saxonne, où le registre du « persiste et signe » sur la mondialisation n'est plus de mise. Il est vrai qu'elle s'adresse à des décideurs désireux d'en avoir pour leur argent : ils attendent des données vérifiées, des évaluations sérieuses des risques et des rapports de force, et non pas des incantations idéologiques en lévitation sur la réalité. On pourra donc puiser donc largement à ces sources fiables pour répondre aux « vérités » assénées par notre pamphlétaire .

Mais, d'abord, rassurons-le : aucune des personnalités qu'il cite ne saurait être accusée de « capitulation » devant les « héros de Gênes ». Chacune d'elles sait simplement compter jusqu'à 200 000, nombre estimé des manifestants dans la capitale ligure, et, surtout en période pré-électorale, chacune sait lire un sondage : Le Monde du 19 juillet rapporte que seulement 1 % des personnes interrogées pensent que la mondialisation libérale profite « à tout le monde », contre 55 % qui estiment que les premières bénéficiaires sont les entreprises multinationales et 47 % les marchés financiers. Pour reprendre l'inoubliable formule d'Edgar Faure, c'est le vent de ces chiffres sans appel qui a fait tourner les girouettes, quoi qu'elles en pensent en leur for intérieur.

On pourrait d'ailleurs, à cet égard, les soupçonner de vouloir faire d'une pierre deux coups : d'un côté, à des fins purement démagogiques - il faut bien « rester en phase » avec l'opinion - offrir quelques gages purement verbaux à des revendications populaires, comme la taxe Tobin ; de l'autre, leur donner le baiser de la mort : après avoir fait preuve de capacité d' « écoute », « constater », avec des larmes de crocodile, que, malheureusement, elles ne sont pas possibles, mais uniquement pour des raisons « techniques » (méthode rodée par Laurent Fabius). Quant à tous ceux, dans les médias écrits et audiovisuels, qui, après vingt ans de prêches sur les bienfaits de la globalisation, en découvrent soudainement les ravages, sans pour autant remettre en cause la logique du système qui les produit, ils ont encore beaucoup de chemin à parcourir pour devenir crédibles. Le mouvement contre la mondialisation libérale s'est développé malgré eux - souvent sous leurs sarcasmes -, à la base, chez les simples citoyens et dans le terreau associatif et syndical. C'est ainsi qu'il continuera de croître. De tous ces positionnements opportunistes, personne ne devrait être dupe. Alain Minc l'est-il vraiment lui-même ?

Il est maintenant temps de reprendre son argumentaire point par point.

1.- Aucun système ne peut vivre sans contradiction, nous dit-il, ajoutant : « nous étions nombreux à l'avoir pressenti ». Ah bon ? Dans l'ouvrage dont il entreprend la défense et illustration, et après une belle profession de foi scientifique - « je ne supporte plus les approximations intellectuelles » -, nous avions pourtant cru lire que « tous les sujets de polémique sont épuisés ». Quant à l'accusation faite aux « anti-mondialistes » de n'offrir aucune contre-théorie au règne « totalitaire » du marché, on rétorquera : et alors ? Comme l'écrit René Passet, président du conseil scientifique

d'Attac, « les amateurs de systèmes parfaits n'ont jamais su apporter au monde que la contrainte et le malheur » . Cela vaut évidemment, entre autres, pour les intégristes du libéralisme. Ne pas disposer d'un Petit Livre rouge ayant réponse à tout n'empêche nullement de prendre des mesures de justice sociale qui, au moins, amélioreront le sort des milliards d'habitants de notre planète vivant dans le dénuement. La théorisation viendra plus tard, si nécessaire.

2. Les grandes ONG (Greenpeace, Amnesty International) seraient encore moins démocratiques et transparentes que les gouvernements ? Nous leur laisserons le soin de s'expliquer elles-mêmes sur leur fonctionnement, mais nous signalerons à Alain Minc que le mouvement contre la mondialisation libérale ne se réduit absolument pas à une demi-douzaine de mastodontes associatifs, dont aucun n'était d'ailleurs présent à Gênes : il est fait de dizaines de milliers de mouvements, syndicats et partis de toutes tailles, enracinés dans les luttes sociales et citoyennes des quatre coins du monde. Pour notre part, nous n'avons jamais prétendu qu'une association était en elle-même plus légitime qu'une assemblée élue ou un gouvernement démocratiquement désigné, ou qu'elle représentait davantage que l'effectif de ses membres. Mais, à cette aune, quelle est la légitimité démocratique d'un gouvernement qui viole ouvertement ses engagements électoraux, ou dont les partis qui le soutiennent se sont soigneusement abstenus, dans leurs programmes, de solliciter un mandat, et n'en ont donc pas reçu, sur les questions qu'il savaient pourtant décisives ? Ainsi, en France, connaît-on un candidat de la gauche plurielle qui ait fait campagne en 1997 pour la privatisation de France Télécom ou pour cautionner la « libéralisation » des services publics impulsée par la Commission européenne ?

3.- Nous voilà accusés de refuser toute régulation internationale au prétexte que nous aurions manifesté à Seattle contre l'OMC ou à Prague contre le FMI et la Banque mondiale. Ce que nous contestons, ce n'est pas l'existence d'un organisme multilatéral, c'est la politique qu'il mène et son inscription dans une hiérarchie des normes. Effectivement, nous refusons que le libre-échange soit considéré comme une valeur supérieure au respect des droits humains, sociaux, environnementaux et culturels. Nous dénions donc à l'OMC la capacité juridique d'obliger les Européens à importer du bœuf aux hormones nord-américain (dont, en vertu du principe de précaution, ils ont interdit la production chez eux depuis 12 ans), sous peine de sanctions commerciales de 117 millions de dollars par an. Pour prendre un autre exemple, nous sommes en désaccord total avec les programmes d'ajustement structurel de la Banque et du Fonds et avec les « conditionnalités » (privatisations, suppression des subventions aux produits de première nécessité, coupes claires dans les budgets d'éducation, de santé, etc.) qu'ils imposent aux pays pris à la gorge. Ce n'est pas, bien au contraire, la présence d'un arbitre que nous récusons, mais le règlement qu'il applique.

4. Puisque les gouvernements des pays du tiers-monde ne rejoignent pas officiellement le combat « antimondialiste », nous serions des ennemis des pauvres et José Bové un fossoyeur de la petite paysannerie indienne et sénégalaise. Si le président d'AM Conseil sortait un peu de l'Hexagone, il saurait que la plupart desdits gouvernements n'ont guère les moyens de s'opposer aux diktats de Washington qui, par FMI ou Banque mondiale interposés, contrôle le robinet des crédits internationaux. Et que bon nombre de ces gouvernements – ce fut le cas à Seattle – comptent discrètement sur les ONG du Nord pour les aider à sortir du tête-à-tête avec les puissance dominantes et pour leur fournir une contre-expertise. Et ce d'autant que les forces vives de leurs sociétés, elles, sont encore plus massivement hostiles à la globalisation que celles du Nord. En Argentine et au Brésil, par exemple, le mouvement Attac comprend, parmi ses composantes, non seulement des syndicats, mais également des organisations représentatives des PME-PMI.

Quant à José Bové, la presse a rendu compte de la chaleur de l'accueil que lui ont réservé les petits paysans lors de son voyage... en Inde, et l'auteur de ces lignes a pu mesurer à Porto Alegre, au Brésil, l'audience de la Confédération paysanne au sein de l'organisation La Via Campesina qui regroupe environ 70 syndicats et mouvements paysans du monde entier, en grande majorité du Sud. De son bureau parisien, M. Minc est-il plus qualifié que les intéressés pour décider de ce qui est, ou non, bon pour eux ?

5. Pour une fois nous serons d'accord avec notre interlocuteur : vive l'autosuffisance alimentaire de la Chine et de l'Inde ! Quitte à déplaire à l'OMC, et au nom de la sécurité alimentaire, nous proposerons même (ensemble ?) de l'étendre à toutes les régions du monde afin d'éviter les aléas (ou les chantages) des marchés agricoles internationaux. En revanche, il nous faut confraternellement renvoyer notre

occasionnel compagnon de route à l'étude des conditions historiques du décollage industriel du monde asiatique. Ce décollage doit en effet initialement tout aux principes qu'il dénonce par ailleurs : verrouillage du marché intérieur, subventions publiques permettant les exportations à des prix de dumping (c'est encore le cas aujourd'hui pour la construction navale en Corée), répression ou interdiction des syndicats indépendants, autoritarisme politique, voire dictature, etc. Est-ce bien le mode d'emploi à recommander aux pays « émergents » ?

6. Vraiment courageuse, par les temps qui courent, cette apologie de la spéculation financière et des plans d'ajustement, de restructuration, etc. ! Même à l'OCDE, au FMI et à la Banque mondiale, depuis les crises asiatique, russe, brésilienne, on n'ose plus faire aussi fort en matière de plaidoyer pour la liberté totale de circulation des capitaux. Le doute s'est installé chez certains responsables. Pas chez Alain Minc. Pour mettre ses certitudes à l'épreuve sur ce sujet, nous lui poserons une simple question : comment expliquez vous que la Malaisie qui, après le séisme financier de 1997 a instauré ce que le FMI et vous abominez, le contrôle des changes - c'est-à-dire l'instauration de visas d'entrée et de sortie des capitaux étrangers – soit le pays qui ait le mieux surmonté la crise en Asie, alors que l'Argentine, élève modèle du FMI, est au bord de l'effondrement ? Le cas argentin est, en effet exemplaire de la faillite totale des dogmes libéraux : privatisations massives, ouverture sans limites aux capitaux, aux biens et aux services étrangers, démantèlement des services publics. En dix ans la dette extérieure a pourtant quasiment triplé et la société, jadis structurée autour d'une forte classe moyenne, en voie de désagrégation.

7. Sur la taxe Tobin, tout faux, monsieur Minc, on vous a mal renseigné. Non seulement James Tobin, contrairement à ce que vous prétendez, ne renie en rien son idée, mais, dans plusieurs entretiens avec la presse (notamment en France), il en a rappelé la pertinence. On semble ne pas avoir informé non plus que cette taxe ne porte que sur un seul compartiment de l'activité spéculative, les transactions sur les marchés des devises, et pas sur l'ensemble des mouvements de capitaux. Elle n'aurait aucune incidence sur les taux d'intérêt fixés, eux, à partir d'autres paramètres. Simplement, les spéculateurs sur les monnaies gagneraient un peu moins d'argent. C'est ce qu'a parfaitement compris le mégaspéculateur George Soros, favorable à la taxe : il préfère pouvoir exercer son activité prédatrice de manière un peu moins rémunératrice, mais plus longtemps. Il craint que, par leurs excès, ses congénères ne « tuent la bête » - le système financier international - qui les nourrit grassement. Ce qui précède montre bien que la taxe Tobin, ce que rappelle volontiers son concepteur, n'est en rien révolutionnaire. Elle aurait cependant deux vertus pour nous : d'abord, dégager des sommes importantes – entre quelques dizaines et quelques centaines de milliards d'euros – pour les innombrables besoins en souffrance dans le monde (accès à l'eau, au logement, lutte contre les pandémies etc. Ensuite signifier à la finance internationale – en la taxant - que le politique, c'est-à-dire vous et moi, commence à reprendre la main sur elle. C'est cette dimension-là qui constitue le véritable point de blocage pour les financiers et les gouvernants à leur dévotion et, sur ce plan, vous avez parfaitement raison : l'instauration de la taxe ne serait nullement de nature à nous « apaiser ». Nous avons bien davantage à demander pour mettre, enfin, l'économie et la finance au service de l'homme, et non pas l'inverse, comme actuellement.

Bernard Cassen

La fin du défaitisme

Par Dean Baker

Quelle est la différence entre conservateurs et progressistes? Les conservateurs supportent le libre marché, tandis que les progressistes préconisent les solutions gouvernementales aux problèmes sociaux, vrai? Faux. Les conservateurs aiment le gouvernement tout autant que les progressistes, sauf qu'ils ne font pas de publicité de cet état de fait. En réalité, les conservateurs souhaitent que le gouvernement modèle les marchés de manière à ce qu'ils assurent des profits aux entreprises et un haut revenu aux personnes riches, au lieu de les utiliser pour assurer un niveau de vie décent pour tous.

Par exemple, en ce qui concerne les ondes et les brevets, les conservateurs s'attendent à ce que le gouvernement leur accordent des droits exclusifs et arrête les compétiteurs. Même dans la récente bataille autour de la sécurité sociale, les conservateurs n¹ont pas proposé une solution marchande ; ils ont plutôt défendu une mesure d'« épargne obligée par l'État », qui placerait l'épargne des citoyens sous le contrôle de l'industrie financière. Dans aucun de ces

dossiers les conservateurs ne promeuvent une solution du marché. Les politiques qu'ils désirent nécessitent plutôt une action gouvernementale de grande échelle sur les marchés. Ils dissimulent ce fait dans leur rhétorique, prétendant qu'ils souhaitent simplement que ces derniers soient laissés à eux-mêmes.

Malheureusement, les progressistes ont généralement accepté d'emblée la description faite d'eux par la droite. Lorsque le libre marché est décrit comme la solution des conservateurs et l'État comme celle des progressistes, le débat idéologique est confiné dans une fausse représentation. Les progressistes se doivent de révéler les tromperies dissimulées dans les positions conservatrices et d'orienter leur programme simplement comme une forme alternative d'intervention gouvernementale.

Il vaut la peine d'examiner de près certains cas où la droite a exigé l'intervention de l'état tout en désignant ce fait comme la solution « naturelle » ou celle du libre marché.

LES ONDES

Les ondes représentent le cas le plus évident de ce problème. Lorsque les ondes radios furent commercialisées dans les années 1930, le gouvernement assigna aux entreprises des fréquences pour leur usage exclusif. La même situation eut cours avec l'attribution des fréquences télé dans les années 1940.

La logique de l'attribution d'une fréquence pour usage exclusif est difficile à contester : si plus d'un diffuseur utilise la même fréquence dans la même région, aucun ne peut être clairement entendu (ou vu) par les auditeurs ou les téléspectateurs. Par contre, il n'y avait aucune bonne raison de répartir les ondes de cette manière. Par exemple, elles auraient pu être rendues disponibles pour des intervalles donnés (blocs horaires) attribués selon une loterie. Les ondes auraient également pu être vendues aux enchères pour une période déterminée, que ce soit d'une heure ou d'un an. Considérant le revenu perdu d'une telle enchère, l'intervention de l'État en faveur des diffuseurs s'élève à des dizaines de milliards de dollars chaque année. (Plus tôt cette année, une enchère de fréquences en Allemagne, destinées à la communication sans fil, a amassé plus de 30 milliards de dollars.)

Étrangement, cet énorme présent fait par le gouvernement à l'industrie des ondes est perçu comme un processus de libre marché. Lorsque le public demande que des conditions soient rattachées aux fréquences de diffusion (comme l'établissement d'heures désignées pour les émissions pour enfants ou la présentation des programmes de candidats politiques), on considère qu'il s'agit d'une atteinte au marché.

Ni les progressistes ni les conservateurs ne souhaitent l'anarchie qui aurait cours si l'État abandonnait sa régulation des ondes. Pourtant, les progressistes ont laissé la solution préconisée par la droite apparaître comme une solution du marché.

« DROITS » DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Une situation similaire existe en ce qui concerne la protection des brevets et des droits d'auteur. Une telle protection est une forme explicite d'intervention gouvernementale : celui-ci garantit au détenteur d'un brevet le monopole sur un produit (ou procédé) spécifique et pour une période de temps déterminée. Il est clair que ces interventions visent un objectif : encourager l'innovation et la recherche, mais elles n'en demeurent pas moins une forme d'intervention. Sans cela, n'importe qui pourrait vendre des copies des logiciels Microsoft ou du Viagra, sans avoir l'autorisation de Microsoft et Pfizer, ni leur verser de droits (royalties).

En fait, lorsque l'on discute publiquement des brevets et des droits d'auteur, on s¹y réfère généralement sous le terme de « droits de propriété intellectuelle ». C'est comme si l'on se questionnait sur le système de santé national en en faisant un débat sur la manière d'assurer le « droit aux soins de santé ». Les conservateurs n'accepteraient jamais que le débat soit posé en ces termes, tandis qu'actuellement les progressistes reconnaissent l'argument en acceptant la manière dont la question est posée.

Dans le dossier des brevets et des droits d'auteur, la terminologie des droits de propriété intellectuelle ne fait pas qu'affaiblir les assises politiques des progressistes : elle embrouille résolument la réflexion sur le sujet. La question qui doit est posée est simple : quelle est la meilleure manière d'apporter un incitatif à l'innovation et à la recherche? Les brevets et droits d'auteur sont une manière de faire, mais non l'unique possibilité. Une énorme quantité de recherche est faite par les scientifiques employés d'universités, de fondations ou du gouvernement, où l'espoir de revenus issus des brevets frôle le zéro. De même, une large part de travail créatif, incluant la musique, l'écriture et la production vidéo est soutenue par des



fondations, des universités et diverses institutions. Les revenus issus de la protection des droits d'auteur pour ces oeuvres sont minimes. Il n'y a carrément aucune preuve économique permettant d'affirmer que le système des brevets et droits d'auteur est le moyen le plus efficace de supporter l'innovation et la création.

Alors que les conservateurs et les économistes du courant dominant s'en prennent aux tarifs douaniers pouvant accroître le prix des biens de dix à vingt pour cent, les économistes progressistes n'ont pas remis en question le système des brevets et droits d'auteur, et ce même si cette forme de protectionnisme peut élever le prix des médicaments de plusieurs dizaines de pour cent. La gamme d'arguments économiques en faveur de l'inefficacité des tarifs douaniers s'applique également aux brevets et droits d'auteur, sauf que l'ampleur des distorsions est beaucoup plus importante dans le cas de ces derniers.

Questionner brevets et droits d'auteur ne remet pas en doute le fait que les individus doivent être récompensés pour leur créativité. Ceci pourrait être fait par le biais d'autres mécanismes. Il ne s'agit pas non plus de débattre du contrôle public ou privé. Correctement formulé, le problème se veut simplement la recherche du meilleur moyen de supporter l'innovation. Jusqu'ici, le flou de la réflexion sur le sujet de la part des progressistes a non seulement donné un avantage rhétorique aux conservateurs : il nous a aussi empêché de poser la question d'une manière cohérente.

Entraves au Débat sur le Commerce

Le même type de confusion entrave également l'expression des points de vue progressistes sur le commerce. Les Conservateurs (et certains libéraux) laissent entendre que leur ordre du jour est le "libre-échange", laissant les progressistes se débattre pour trouver des justifications contre le nivellement vers le bas des salaires et des standards concernant l'environnement. Mais il n'y a aucun lien intrinsèque entre les fins poursuivies dans les conventions commerciales et ce qui peut être qualifié de "libre-échange". Ce que ces conventions cherchent principalement à imposer c'est de standardiser les lois régissant les investissements afin de faciliter les investissements américains dans les pays en voie de développement. L'effet évident et attendu de ces investissements est de mettre les ouvriers américains en situation de concurrence directe avec la main d'oeuvre la plus mal payée dans le monde.

Un accord de "libre-échange" pourrait tout aussi facilement être rédigé pour établir des règles communes de formation et de permis d'exercer pour les professions libérales. Un tel accord mettrait alors les médecins, avocats et comptables américains en concurrence directe avec les professionnels les moins bien payés du monde entier. Au lieu d'investir dans la construction d'usines au Mexique ou en Chine, les chaînes hospitalières pourraient investir dans l'éducation dans ces pays pour embaucher les diplômés aux Etats-Unis. Comme les professionnels américains sont payés bien plus cher qu'ils ne le sont même dans les pays de l'OCDE (les médecins aux Etats-Unis gagnent plus du double de la moyenne des médecins dans les autres pays de l'OCDE), des traités de libre échange de ce type pourraient potentiellement générer des gains économiques énormes tant aux Etats-Unis que dans les pays en développement.

Pourtant, les conventions commerciales n'ont rien fait, ou presque, pour améliorer la possibilité que des professionnels étrangers vendent leurs services aux Etats-Unis. Ceci parce que les médecins, avocats et autres professionnels ont des groupes de pression puissants qui peuvent empêcher une concurrence de ce type.

Les Progressistes se sont laissés prendre dans ce discours en acceptant le cadre donné au débat par les Conservateurs. En acceptant leur définition du commerce et en cherchant ensuite à lui adjoindre des standards pour l'emploi et l'environnement, les progressistes agissent comme si les conventions commerciales pouvaient en quelque sorte être transformées en bonne politique grâce à quelques ajouts. C'est, bien sûr, fermer les yeux sur le fait que le résultat principal des conventions commerciales sera de réduire les salaires et d'affaiblir les réglementations sur l'environnement. Si ces standards sur le travail et l'environnement peuvent améliorer les dommages causés par ces pactes commerciaux, il est peu vraisemblable qu'ils affectent le fait que ces accords continueront à exercer une pression vers le bas sur les conditions de vie de la majorité de la population.

Une approche plus logique insisterait sur le fait que le libre échange devrait signifier avant tout un libre échange des services professionnels. Faisons profiter nos médecins et avocats des



mêmes bénéfices de la concurrence mondiale que ceux que connaissent déjà les travailleurs de l'automobile, de l'acier ou du textile. Par ailleurs, le libre échange ne devrait en aucun cas signifier étendre la protection des droits d'auteur et des brevets aux pays en développement. Ces formes de protectionnisme imposeront des coûts énormes aux nations en développement et gêneront leur croissance en drainant des milliards de dollars de royalties et de frais de licence. De plus, la protection internationale des brevets peut littéralement entraîner des millions de morts : elle fixera les prix de médicaments indispensables pour sauver des vies humaines à un niveau hors de portée des populations des pays en développement.

La protection de la Sécurité Sociale

La Sécurité Sociale offre un autre exemple patent où les progressistes ont accepté une rhétorique qui mine leur position. C'est particulièrement évident en ce qui concerne l'expression "privatisation". Personne dans ce débat ne défend en réalité la privatisation de la Sécurité Sociale. Cela signifierait, pris à la lettre, que la structure administrative qui gère le système existant serait vendue et gérée par une compagnie privée Personne non plus ne défend sérieusement un système sans retraites, où l'on dirait aux travailleurs qu'ils sont laissés à leur sort.

Au lieu de cela les conservateurs plaident pour un système d'épargne dirigiste, où le gouvernement forcerait les individus à investir dans certains types de placement pour leur retraite. Alors que cela pourrait se faire par un système centralisé, où les fonds seraient collectés par le gouvernement, la plupart des promoteurs de comptes de retraite individuels envisagent un système de comptes décentralisés, où le gouvernement exigerait des travailleurs qu'ils placent un pourcentage fixé de leurs salaires en dépôt auprès des institutions financières. Il est également intéressant de noter que presque tous les promoteurs de ce système défendent l'idée d'une réglementation stricte, par le gouvernement, de ces comptes afin qu'ils ne puissent être utilisés que sur des placements à faible risque. Ces comptes exigent donc un rôle du gouvernement qui va jusqu'au contrôle de l'usage de cet argent. Ce système mettra entre les mains des institutions financières, sous forme de frais administratifs, des dizaines de milliards de dollars des contribuables chaque année. Cela n'a rien à voir avec un marché libre Si les progressistes laissent la droite prétendre qu'elle propose une solution par le marché du problème de la Sécurité Sociale, ils renoncent au débat. Aussi bien les conservateurs que les progressistes proposent des systèmes dans lesquels le gouvernement assure que les travailleurs ont l'assurance d'un niveau minimal de revenu pour leur retraite. La vraie question est quel système offre le plus efficacement cette assurance.

Le Conseil des gouverneurs du Système fédéral de réserve (Federal Reserve Board)

Un dernier exemple qui mérite d'être mentionné est le marché boursier. Lors du crash de 1987, et en d'autres occasions, le Federal Reserve Board est intervenu pour faire remonter la Bourse. Ceci n'est pas une intervention neutre destinée au seul bénéfice de l'économie. La détention d'actions est fortement concentrée entre les mains des familles les plus riches de la nation. Un pour cent des plus riches possèdent près de 50 pour cent des actions en Bourse et les dix pour cent les plus riches possèdent plus de 80 pour cent des actions détenues à titre individuel. Quand le Federal Reserve Board décide de soutenir le marché, il décide de transférer de la richesse du reste de la nation vers une minorité de gens riches.

La plupart des progressistes ont du mal à reconnaître ce point évident. Certains même semblent penser qu'une augmentation de la Bourse est un gain pour l'économie prise dans son ensemble sous prétexte que plusieurs personnes des classes moyennes et des milieux ouvriers détiennent également des actions. Une analogie peut rendre ce point plus évident. Considérons une réduction de l'impôt progressif sur le revenu sur toutes les tranches d'impôt comme la réduction faite par Reagan en 1981 ou celle plus récente du Président Bush. Même si plusieurs familles des classes moyennes peuvent recevoir un petit montant d'argent du fait de cette réduction, la grande majorité des bénéfices vont au segment le plus riche de la population. Le revenu perdu est, bien sûr, une perte pour l'ensemble de la population, qui devra être compensée par une réduction des dépenses ou l'augmentation d'autres taxes.

C'est exactement la même logique qui s'applique à la Bourse. La valeur des actions détenues par des particuliers sont, en fait, des revendications sur les richesses de la nation. Plus grande est la valeur des actions détenues, plus grande est la proportion de la richesse nationale contrôlée par ceux qui les détiennent. Les manifestations concrètes de cette richesse sont ressenties plus directement dans le prix des biens dont l'offre



est relativement stable: plus clairement sur l'immobilier. Des dizaines de millions de familles payent plus pour leur maison ou pour une location parce que la Bourse a donné à un petit segment de la population plus d'argent pour enchérir sur les prix immobiliers. L'effet de l'augmentation de richesse des riches, due au marché boursier, sur les conditions de vies des familles moyennes sera ressenti autrement aussi, même si dans ces autres cas cela est moins dramatique.

Le montant de richesse qui a été transféré par le fonctionnement du marché boursier au cours de la dernière décennie est réellement hallucinant. Si les ratios actuels de capitalisation des dividendes revenaient à leurs minima historiques, cela détruirait environ 7000 milliards de dollars de richesse, soit un montant à peu près égal à 500 fois ce que le gouvernement fédéral dépense actuellement pour les affaires sociales. Les politiques du Federal Reserve Board pendant ces 20 dernières années - notamment en poussant le marché vers le haut après le choc du crash de 1987- ont aidé à instituer ce transfert vers les plus riches de la richesse nationale. Le fait que certains progressistes ont même applaudi cette progression du marché boursier montre à quel point notre rhétorique nous a complètement désorientés.

Il est probable que la bulle boursière finira par éclater, et que cette évolution s'inversera. Il reste à voir comment la dynamique du crash se déroulera dans les faits et qui finiront par être les grands perdants. Il est raisonnable de croire que les investisseurs les plus riches auront retiré leur argent du marché à des niveaux proches des pics maxima, laissant aux fonds de pensions et aux familles moins opulentes le plaisir de faire des pertes.

L'Inévitable Approche Naturelle

Il existe de nombreux exemples de situations où les profits des entreprises ou les hauts revenus sont fondamentalement dépendants des interventions publiques sur le marché. En fait, il y a peu ou pas de cas où cela ne soit pas vrai. Mais dans presque tous les cas l'approche préférée de la droite est d'essayer de faire croire que ces interventions sont naturelles et inévitables. Quand des progressistes acceptent cette définition du débat cela nous met dans une position très défavorable.

Au lieu de cela les progressistes devraient dévoiler le rôle du gouvernement dans les solutions préférées par la droite. Les progressistes devraient toujours se demander si l'intervention du gouvernement pourrait être organisée pour mieux servir les intérêts de la majorité. Enfin, et c'est le plus important, les progressistes devraient arrêter de tirer leurs arguments sur la base d'un scénario esquissé par la droite.

Dean Baker est co-directeur du CEPR (Center for Economic and Policy Research) Publié en collaboration avec le CEPR www.cepr.net
Précédemment publié sur www.tompaine.com
ATTAC Newsletter 92 newsletter@attac.org
Traduction: Thanos Contargyris et Jean-François Caron, traducteurs bénévoles coorditrad@attac.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur http://attac.org/rdv pour en obtenir les détails.

Samedi 01 : FR - PARIS 11 - L'ALBENC
Dimanche 02 : FR - PARIS 11 - L'ALBENC
Lundi 03 : FR - ARBOIS - ANGOULEME - PARIS NORD OUEST - BAGNOLS - ALES - PERTUIS - L'ILE SUR LA SORGUE
Mardi 04 : FR - PARIS 11 - GRENOBLE - DOUAI - ETAMPES - PARIS 15 - BREST